

*Initiatives ministérielles*

sorte que les Canadiens ne soient plus obligés de compter sur l'assurance-chômage ou sur l'aide sociale. Nous devons faire en sorte de permettre aux 11 p. 100 de Canadiens qui sont actuellement au chômage et aux millions d'autres qui sont sous-employés de maximiser leur contribution à l'économie canadienne.

À défaut de l'approche bi directionnelle—responsabilité financière et croissance économique—proposée par les libéraux, tout effort en vue de régler les problèmes économiques du Canada serait futile.

[Français]

Voilà plus de huit ans que le gouvernement conservateur est au pouvoir et voilà plus de huit ans qu'il promet mer et monde, pour revenir sur sa parole d'un budget à l'autre. Voilà plus de huit ans que les Canadiens et Canadiennes, de nature généreuse, lui donnent une chance. Aujourd'hui, c'est fini. Le pays n'a plus les moyens d'être géré par des administrateurs de demi-mesures. Le Canada a besoin d'un plan économique qui stimulera la croissance, non des promesses sans implications concrètes.

Le Parti libéral a des propositions à mettre sur la table. Il a des mesures réalisables à présenter, réalisables à court, moyen et long termes. L'élément central est de rebâtir notre base industrielle nationale et de rétablir la confiance publique.

Le Parti s'engage à stimuler la création d'emplois en soutenant le développement d'une économie axée sur le progrès technique, en maîtrisant le déficit budgétaire et en réduisant la dette. Le parti s'engage à travailler en consultation avec les provinces afin de les convaincre de faire tomber les barrières commerciales entre elles.

Le Parti libéral a les outils en main. Il a les personnes-ressources. Il est prêt à travailler avec et pour tous les Canadiens. Le vent est dans les voiles et notre parti mènera ce pays à bon port après la prochaine élection.

[Traduction]

**M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni):** Monsieur le Président, j'aimerais remercier les députés qui sont intervenus dans ce débat pour l'information dont ils ont fait part à la Chambre.

Nous sommes ici pour débattre d'un projet de loi portant pouvoir d'emprunt qui va permettre au gouvernement d'emprunter l'argent dont il a besoin pour faire face à ses obligations au cours de l'exercice financier actuel. Je sais que si ce projet de loi n'est pas adopté

rapidement, le gouvernement sera obligé de faire des emprunts à court terme, ce qui reviendrait très cher. Nous ne voulons pas retarder l'adoption de cette mesure législative plus longtemps qu'il ne le faut ni mettre le gouvernement dans la situation dont je viens de parler.

• (1340)

Il ne fait aucun doute aux yeux des députés de cette Chambre et des Canadiens que ce qui est arrivé à la dette publique pendant ces dernières années de gouvernement conservateur est absolument dramatique et très difficile à comprendre pour les Canadiens. Ils savent que ce gouvernement est arrivé au pouvoir parlant haut et fort de la façon dont il allait s'attaquer au déficit accumulé par les libéraux et réduire la dette laissée par les libéraux, mais en fait, depuis qu'il est au pouvoir, la dette a plus que doublé et le déficit est un problème dont le gouvernement conservateur n'arrive pas à se débarrasser malgré ses nombreuses tentatives.

Sa politique pour éliminer le déficit et la dette est un échec pur et simple. Cela me rappelle une autre assemblée législative à laquelle j'ai siégé pendant environ 16 ans et qui avait une approche légèrement différente de la façon dont se tenaient les débats et ce genre de discussions. En fait, nous avons eu une divergence de vues en Colombie-Britannique au début des années 80 lorsque le gouvernement Bennett a décidé de s'embarquer dans ce qu'il appelait un programme d'austérité. Parmi les conseillers qu'il avait à l'époque se trouvaient Bud Smith, dont on se souvient sans doute pour une autre chose mais surtout une certaine Kim Campbell qui était l'une des personnes les plus influentes au cabinet de M. Bennett lorsque le programme d'austérité fut imposé aux habitants de Colombie-Britannique.

Ce qu'avait dit M. Bennett en introduisant ce programme d'austérité, c'est qu'il était absolument nécessaire pour réduire les dépenses du gouvernement, pour réduire la dette et pour s'assurer que nous ne transmettions pas à nos enfants une dette et un déficit qui les empêcheraient de bénéficier de programmes du genre de ceux dont nous bénéficions à leurs dépens.

En fait, le gouvernement Bennett et les premiers ministres de la Colombie-Britannique qui lui ont succédé ont accumulé une dette et un déficit plus importants que tout autre gouvernement de cette province auparavant, et ce en grande partie à cause de ce fameux programme d'austérité. En fait ce n'était qu'une couverture pour le programme idéologique que les créditistes voulaient mettre en place en Colombie-Britannique.